



COMMUNE DE MAGNY LES HAMEAUX

.....

DECISION n° 2024-019

Le Maire de la commune de Magny les Hameaux,

VU l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales autorisant le Maire à recevoir délégation d'une partie des attributions du Conseil Municipal,

VU la délibération du Conseil Municipal du 29 juin 2021 autorisant Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents afférents à la passation et à l'exécution du marché de travaux de restructuration du gymnase Auguste Delaune (y compris les avenants), après avis de la Commission ad'hoc,

CONSIDERANT que la ville de Magny-les-Hameaux a lancé une consultation (Marché 2021-005-BAT) afin de réaliser des travaux de restructuration du gymnase Auguste Delaune,

CONSIDERANT que pour le lot 10 Plomberie sanitaires, le marché de travaux a été conclu avec la société GOUGEON sise 40 rue du Commerce à SAINT-PIERRE-LA-GARENNE (27600) pour un montant de 98 483,88 € TTC,

CONSIDERANT que dans le cadre de ce marché, et notamment du lot n° 10 Plomberie sanitaires, il est nécessaire de conclure un avenant afin de prendre en compte des travaux en moins et plus-value,

VU l'avis de la commission ad'hoc réunie le 14 mai 2024,

DECIDE

- **Article 1 :** d'approuver et de signer l'avenant n°1 avec la société GOUGEON sise 1 rue du Val Asselin à SAINT-PIERRE-LA-GARENNE (27600), relatif à des travaux supplémentaires, pour un montant de 1 770,80 € HT soit 2 124,96 € TTC.
- **Article 2 :** La présente décision sera inscrite dans le registre des délibérations du Conseil Municipal et fera l'objet d'une communication sous forme d'un relevé de décisions diffusé au Conseil Municipal.

Pour extrait conforme par le Maire qui transmet à Madame la Sous-préfète de Rambouillet conformément à l'article de la loi du 2 Mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions.

Magny les Hameaux, le 14 mai 2024

Mise en ligne le sur le site internet de la ville :

17 MAI 2024

Certifiée exécutoire le :

17 MAI 2024

Le Maire,

Bertrand HOUILLON

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et/ou de notification (articles R421-1 à R421-7 du Code de Justice Administrative).